

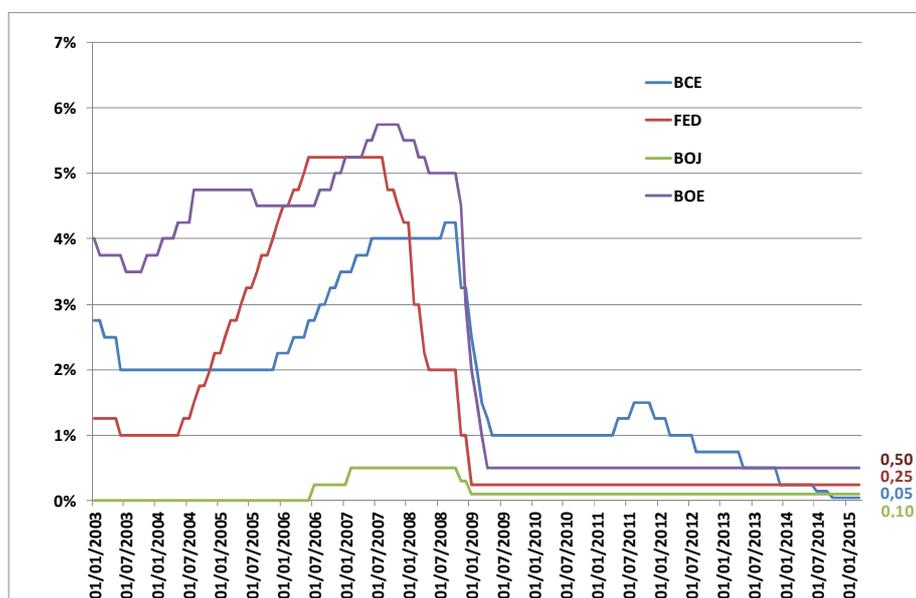
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Taux inchangés et mesures non conventionnelles de politique monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 15 avril 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelle : « [...] nous avons commencé à acheter, le 9 mars 2015, des titres en euros du secteur public dans le cadre de notre programme étendu d'achats d'actifs [...]. Ces achats devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. [...] La mise en œuvre de nos programmes d'achats d'actifs se déroule sans heurts, les volumes d'achats de titres étant conformes au chiffre annoncé de 60 milliards d'euros par mois. En outre, l'efficacité des mesures de politique monétaire que nous avons adoptées apparaît clairement. La situation sur les marchés financiers et le coût du financement externe pour le secteur privé se sont détendus nettement au cours des derniers mois et les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont sensiblement améliorées, la demande de crédits ayant augmenté. Dans les prochains mois, nous nous attacherons à mettre pleinement en œuvre les mesures de politique monétaire que nous avons prises. À travers ces mesures, nous contribuerons à une poursuite de l'amélioration des perspectives économiques, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une reprise de la croissance de la monnaie et du crédit. [...]»

<https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150415.fr.html>

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : Hausse du nombre de chômeurs en catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 494 400 en France métropolitaine fin février 2015. Ce nombre augmente par rapport à la fin janvier 2015 (+0,4 %, soit +12 800). Sur un an, il croît de 4,6 %.

Europe : Baisse continue du chômage en ZE19 et UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 11,4 % de janvier 2015 et à celui de 11,8 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis mai 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 9,9 % de janvier 2015 et à celui de 10,5 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis septembre 2011. Ces chiffres sont publiés par Eurostat. L'office statistique de l'Union européenne estime qu'en février 2015, 23,887 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,204 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 49 000 dans la zone euro. Comparé à février 2014, le chômage a baissé de 1,547 million de personnes dans l'UE28 et de 643 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en février 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,8 %) ainsi qu'en Autriche (5,3 %), et les plus élevés en Grèce (26,0 % en décembre 2014) et en Espagne (23,2 %).

Inflation

Zone euro : Le taux de l'inflation demeure en terrain négatif

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,1 % en mars 2015, en amélioration par rapport au mois de février où il était de -0,3 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mars (1,0 %, contre 1,2 % en février), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,6 %, contre 0,5 % en février), des biens industriels hors énergie (-0,1 %, stable par rapport à février) et de l'énergie (-5,8 %, contre -7,9 % en février).

France : Augmentation de l'IPC

En mars 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,7 %, comme en février. Sur un an, les prix à la consommation diminuent de 0,1 % après -0,3 % en février et -0,4 % en janvier.

FMI

Publication des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI

L'institution estime qu'« il est nécessaire de continuer à soutenir la demande pour compenser les effets de la faiblesse prolongée de la demande sur l'investissement et la croissance du capital, ainsi que sur le chômage ».

<http://www.imf.org/external/ns/loec/cs.aspx?page=1&ID=3>

Chine

Un système de garantie des dépôts bancaires opérationnel à compter du 1^{er} mai

Les sommes déposées sur des comptes bancaires seront intégralement assurées à hauteur de CNY 500 000 (EUR 75 000), soit une couverture de 99 % des déposants chinois.

Japon

L'inflation au Japon en février

Dans un contexte de reprise timide et pour la première fois depuis mai 2013, les prix ont augmenté de 2 % sur un an, hors produits périssables, selon les chiffres annoncés par le ministère des Affaires intérieures.

Actualité législative

Décret n° 2015-293 du 16 mars 2015 relatif à l'information du consommateur lors de l'offre d'un crédit renouvelable sur le lieu de vente ou en vente à distance :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030361634&categorieLien=id>

2 – Actualité régionale

Perspectives de croissance économique contrastées dans la zone Océanie insulaire

La Banque asiatique de développement (BASD), basée à Manille, a dressé le 24 mars dernier un premier tableau des perspectives de croissance, pour l'année 2015, dans les pays insulaires d'Océanie. Si certains États pourraient afficher des taux de croissance très élevés et seront véritablement les pays moteurs de la zone, d'autres, touchés récemment par des catastrophes naturelles, risquent de voir leur croissance ralentir en 2015. En tête de ce classement, la Papouasie-Nouvelle-Guinée pourrait avoir un taux de croissance d'environ 15 % en 2015. Le début de l'exploitation de gisements de gaz naturel par une grande entreprise américaine doperait ainsi le taux de croissance du pays. Les îles Fidji, les îles Cook, le royaume de Tonga et les îles Samoa devraient afficher des taux de croissance d'environ 10 %, principalement portés par l'expansion du tourisme dans ces destinations. A contrario, les derniers événements climatiques ayant touché le Vanuatu mais également Tuvalu, Kiribati et les îles Cook, devraient ralentir la croissance de ces pays. Les secteurs du tourisme et de l'agriculture, qui sont des piliers de l'économie de ces États, sont en effet très touchés.

Focus sur le Fonds Pacifique, outil de coopération régionale de la France dans le Pacifique

Créé en 1985, le Fonds de coopération économique, sociale et culturelle pour le Pacifique dit "Fonds Pacifique", est le principal instrument de coopération de la France dans la région. Financé par des crédits du ministère des Affaires étrangères, il contribue, à travers une coopération avec les États indépendants du Pacifique, à l'insertion régionale de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française et des îles Wallis-et-Futuna. Les projets environnementaux (lutte contre le changement climatique, prévention des risques de catastrophes), économiques (études de faisabilité, d'impact...), sociaux (santé, enseignement, rôle des femmes...) et culturels (coopération universitaire, recherche, action culturelle...) sont privilégiés. Le 11 mars dernier, une réunion du comité directeur du Fonds Pacifique s'est tenue à Nouméa. Parmi les 80 projets de coopération régionale étudiés, environ la moitié ont obtenu une aide sous forme de subventions, pour un montant total de 143,2 millions de F CFP.

L'ONU lance un appel pour que le Vanuatu reçoive 30 millions de dollars d'aides supplémentaires

Onze jours après le passage du cyclone *Pam* sur l'archipel du Vanuatu, l'Organisation des Nations unies (ONU) et le Premier ministre du pays, Joe Natuman, ont lancé un appel à la communauté internationale pour demander une aide supplémentaire de 30 millions de dollars US. Cette somme est jugée nécessaire à la poursuite du processus de rétablissement et de reconstruction de l'État mélanésien mais également pour faire face au risque d'une crise alimentaire, fortement redoutée par l'ONU. En effet, une grande partie des infrastructures, des habitations et des moyens de subsistance ont été détruits dans un pays où près de 70 % de la population dépend de l'agriculture. Selon les dernières estimations de l'ONU, depuis le passage de *Pam* sur le Vanuatu, environ 75 000 personnes sont sans abris et 110 000 individus n'ont pas accès à l'eau potable. Le montant des enveloppes exceptionnelles débloquées par les grands pays et les organisations internationales, depuis le passage du cyclone, aurait déjà atteint plus de dix millions de dollars US.

3 – Brèves locales

La nouvelle gamme de billets du Franc CFP 2014 à l'honneur

La nouvelle gamme de billets du F CFP 2014 de l'IEOM a été présélectionnée parmi quatre finalistes pour le trophée de l'International Association of Currency Affairs (IACA), qui récompense l'excellence de la conception de billets de banque, dans la catégorie du meilleur nouveau billet ou de la meilleure nouvelle gamme de billets. Chaque année, l'IACA attribue diverses récompenses dans le domaine fiduciaire. Les gagnants dans les différentes catégories seront annoncés le 13 mai prochain, à l'occasion de la conférence internationale sur la monnaie à Vancouver. L'Institut d'Émission d'Outre-mer sera en concurrence avec la Banque du Cap-Vert, la Banque d'Israël et la Banque centrale du Koweït pour cette distinction.

La population de Wallis-et-Futuna passe sous la barre des 11 000 habitants

Depuis le recensement de 2003, la population de Wallis-et-Futuna est en forte diminution. Si cette année là, 14 944 individus habitaient sur le Territoire, le recensement de 2013 ne recensait plus que 12 197 personnes. Selon nos dernières estimations, fin 2014, l'archipel ne compterait plus que 10 934 habitants, soit le plus faible total depuis le premier recensement de 1976. Cette chute de la population s'explique par la baisse constante du taux d'accroissement naturel depuis 1976, principalement causée par un ralentissement de la natalité. Elle découle par ailleurs d'un solde migratoire très largement négatif chaque année depuis 2003.

Indicateurs démographiques issus des recensements de la population

	1976	1983	1990	1996	2003	2008	2013
Population recensée	9 192	12 408	13 705	14 166	14 944	13 445	12 197
Taux d'accroissement naturel	32,0	29,2	25,8	18,0	15,0	10,6	8,5
Solde migratoire	-26,8	15,1	-12,7	-7,1	-7,1	-31,2	-27,8
Taux d'accroissement de la population	7,6	35,0	13,1	5,5	7,9	-20,6	-19,3

Source : STSEE

Entrée en vigueur du bouclier qualité-prix 2015

Un nouvel accord de modération des prix sur une liste de produits de consommation courante a été signé le 27 mars dernier par le Préfet et des gérants de commerces du Territoire. Entré en vigueur le 1^{er} avril, cet accord fixe un prix maximal à ne pas dépasser dans le cadre de la vente d'une liste de 23 produits de consommation courante. Le coût global du panier de ces biens a été plafonné à 21 330 F CFP. Il est à noter que le nombre de commerçants participant au dispositif de bouclier qualité-prix est en progression, de même que le nombre de produits concernés (23 en 2014, contre 13 en 2013). Par ailleurs, des produits locaux ont été intégrés dans le périmètre de la liste des prix négociés.

Depuis le 20 décembre dernier et la publication au Journal Officiel de la loi n°2014-1545, le service des Affaires économiques et du développement de l'Administration supérieure dispose d'un pouvoir d'enquête dans le cadre de la lutte contre les marges abusives et les abus de position dominante, tel que le prévoit le livre IV du Code du commerce. Ce service dispose ainsi du même pouvoir que les fonctionnaires d'État habilités par le ministre chargé de l'économie à ces fonctions.

La CCIMA dispose d'un nouveau site internet

La Chambre de commerce et d'industrie, des métiers et de l'agriculture (CCIMA) a ouvert, au début de l'année 2015, un nouveau site internet. Ce site présente la structure et les missions de la CCIMA à Wallis-et-Futuna. Il permet également aux professionnels concernés de connaître les activités développées par la Chambre et les aides dont ils peuvent bénéficier. Enfin, chaque semaine, des articles sont publiés pour donner des conseils et informations. Diverses thématiques en rapport avec les activités locales (l'alimentation porcine, la pêche, la sécurité en mer...) sont abordées à travers ces publications.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

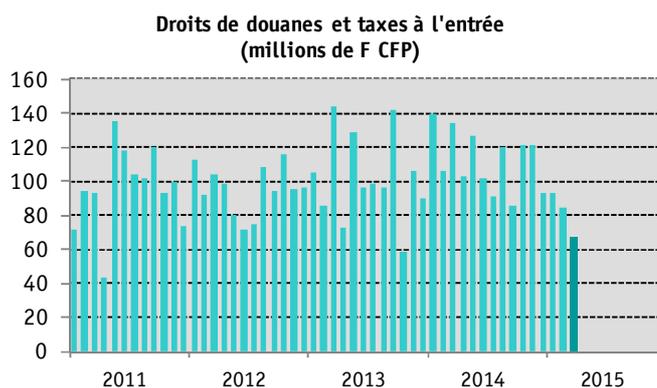
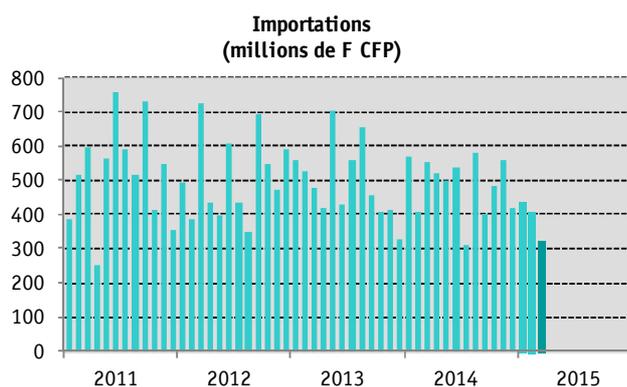
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T 14		116,99	-	0,2%
SMIG mensuel en XPF	mars-15		90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés	juin-14		2 078	-	-3,6%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-15	322	-21,3%	-41,9%
	cumulées	mars-15	1 164	-	-24,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-15	67	-20,8%	-49,9%
	cumulés	mars-15	245	-	-35,7%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	mars-15	32	-11,3%	-19,9%
	cumulées	mars-15	105	-	-15,9%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	mars-15	1 695	14,6%	4,8%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	mars-15	660	19,3%	12,9%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	mars-15	145	22,3%	-5,1%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	févr-15	2 546	-17,6%	1,6%
	cumulé	févr-15	5 637	-	6,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	févr-15	1 119	-13,2%	-6,0%
	cumulé	févr-15	2 408	-	6,5%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mars-15	2	-50,0%	-50,0%
	cumulées	mars-15	8	-	-20,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	mars-15	5	-64,3%	-70,6%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

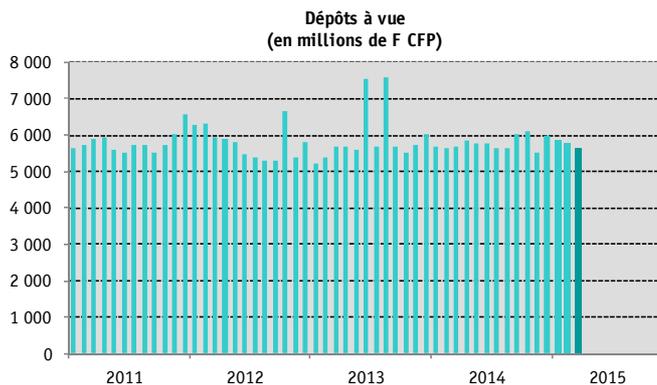
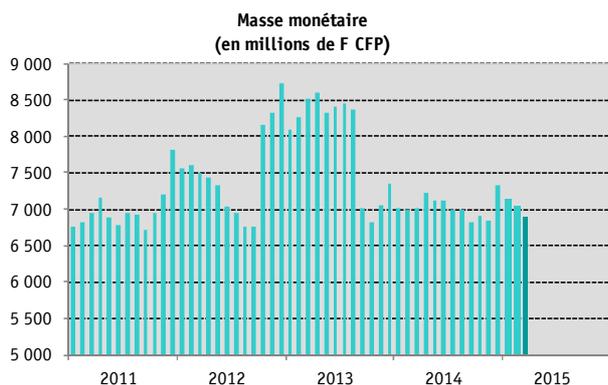


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse de la masse monétaire sur le mois et sur l'année

en millions de F CFP	mars-14	févr-15	mars-15	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 062	2 043	2 022	-1,0%	-2,0%
Dépôts à vue	3 618	3 725	3 614	-3,0%	-0,1%
Total M1	5 680	5 768	5 636	-2,3%	-0,8%
M2-M1	514	457	439	-4,1%	-14,7%
Total M3	7 015	7 039	6 885	-2,2%	-1,8%

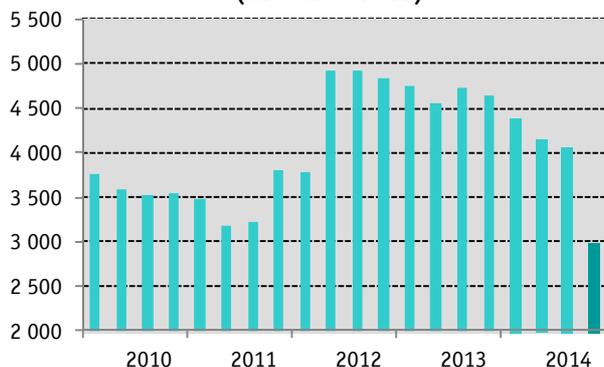


Concours de caractère bancaire

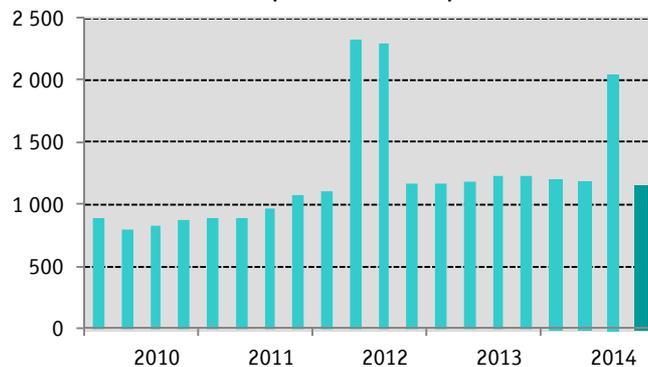
Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

en millions de F CFP	déc-12	déc-13	déc-14	▲/an
Crédits de trésorerie	1 168	1 228	1 148	-6,5%
Crédits à l'équipement	2 366	2 189	960	-56,1%
Crédits à l'habitat	498	398	235	-40,9%
Autres crédits	324	349	199	-43,0%
Total encours sain	4 356	4 164	2 542	-38,9%
Créances douteuses brutes	484	469	438	-6,6%
Total encours brut	4 839	4 633	2 980	-35,7%

Encours de crédits bruts
(millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(millions de F CFP)

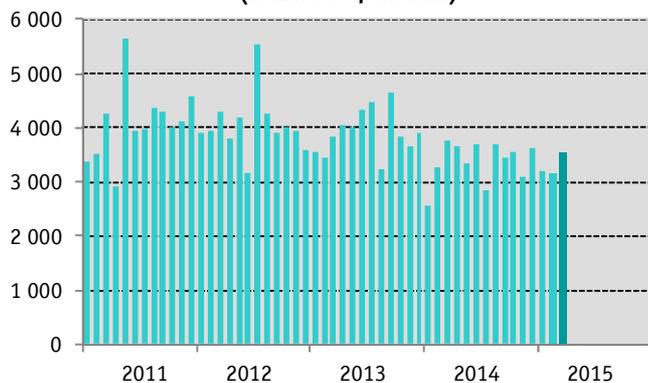


Compensation

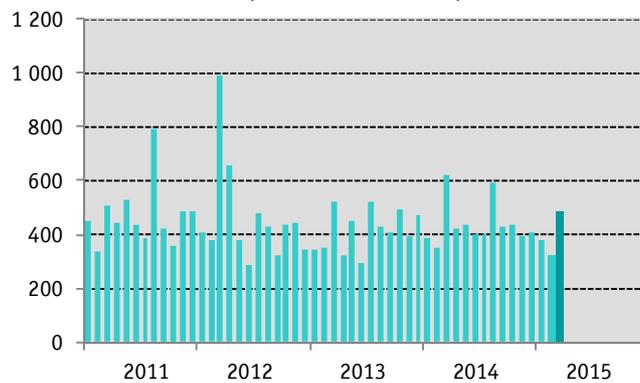
Augmentation en nombre et en valeur des opérations de compensation en mars

	mars-14	févr-15	mars-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 759	3 155	3 554	9 923	12,6%	-5,5%
Compensation (en millions de CFP)	622	326	487	1 189	49,6%	-21,7%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(en millions de F CFP)



Incidents bancaires

Progression du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	mars-14	févr-15	mars-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	109	47	55	208	17,0%	-49,5%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	0	-	-

Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	mars-14	févr-15	mars-15	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	344	329	318	-3,3%	-7,6%
- dont personnes physiques	331	312	302	-3,2%	-8,8%
- dont personnes morales	13	17	16	-5,9%	23,1%

Stagnation du nombre de cotes valides

en nombre	mars-14	févr-15	mars-15	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	48	48	0,0%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	18	17	-5,6%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	116,99	-	-
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	13	16	23,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	239	156	-34,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	18	10	-43,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	23	17	-26,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 078	-	-
dont secteur privé	juin	828	-	-
dont secteur public	juin	1 250	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	mars	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mars	331	302	-8,8%
décision retrait cartes bancaires (nb)	mars	5	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	mars	229	208	-9,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	409	298	-27,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	220	191	-13,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	90	67	-26,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	24	21	-12,5%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	mars	1 532	1 164	-24,0%
exportations	mars	-	-	-
recettes douanières	mars	511	354	-30,8%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	mars	381	245	-35,7%
dont taxes intérieures de consommation	mars	125	105	-15,9%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	mars	3 618	3 614	-0,1%
M1	mars	5 680	5 636	-0,8%
M2	mars	6 194	6 075	-1,9%
Dépôts à terme	mars	820	810	-1,2%
M3	mars	7 015	6 885	-1,8%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
	décembre	2 980	-	-
Ménages	décembre	1 355	-	-
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	1 166	-	-
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	190	-	-
Entreprises	décembre	884	-	-
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	54	-	-
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	672	-	-
Collectivités locales	décembre	288	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	16	-	-
créances douteuses brutes	décembre	438	-	-
taux de créances douteuses	décembre	14,7%	-	-
Ensemble des actifs financiers				
	décembre	2 874	-	-
Ménages	décembre	1 073	-	-
<i>dont assurances-vie</i>	décembre	1 073	-	-
Sociétés	décembre	2 169	-	-
Autres agents	décembre	2 116	-	-

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/03/2015	27/02/2015	Var. M-1
EONIA	0,0500%	0,0640%	- 0,014 pt
EURIBOR 1 mois	-0,0150%	-0,0050%	- 0,010 pt
EURIBOR 3 mois	0,0190%	0,0390%	- 0,020 pt
EURIBOR 6 mois	0,0870%	0,1100%	- 0,023 pt
EURIBOR 12 mois	0,1980%	0,2330%	- 0,035 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	mars-15	févr.-15	Var. M-1
TMO	0,7600%	0,8600%	- 0,100 pt
TME	0,5600%	0,6600%	- 0,100 pt

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/03/2015	27/02/2015	30/01/2015	31/03/2015	27/02/2015	30/01/2015	31/03/2015	27/02/2015	30/01/2015
taux JJ	0,085%	0,150%	0,090%	nd	nd	nd	0,480%	0,520%	0,490%
3 mois	0,325%	0,430%	0,360%	nd	nd	nd	0,770%	0,650%	0,600%
10 ans emprunts phares	1,940%	2,020%	1,680%	0,400%	0,340%	0,280%	1,560%	1,770%	1,360%

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal 2015

créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	taux	JORF
	4,06%	27/12/2014
autres cas	0,93%	

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Prêts-relais	4,73%	Découverts en compte	13,28%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,15%	Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,04%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	110,9134	1 NZD/XPF	82,9384	1 HKD/XPF	14,3046	1 GBP/XPF	164,0750	
100 JPY/XPF	92,5411	1 AUD/XPF	84,3096	1 SGD/XPF	80,7715	100 VUV/XPF	106,6577	1 FJD/XPF	53,9694